

Les priorités de Right to repair pour les trilogues sur les nouvelles règles de réparation

Pour permettre aux consommateurs de choisir la réparation, nous devons éliminer les obstacles tels que le coût élevé des réparations et la difficulté d'accéder aux professionnels, qui restent des obstacles au marché. C'est pourquoi nous exhortons les négociateurs à conserver les six dispositions cruciales suivantes, introduites par le Parlement européen :

1) Délivrer le droit à la réparation pour tous les produits

Les Européens adoptent rapidement l'économie circulaire. Les données collectées dans des milliers de repair cafés prouvent que les citoyens européens souhaitent réparer une large gamme de produits. Les nouvelles règles de réparation (Art 5) devraient au moins couvrir les produits répertoriés à l'annexe II et les vélos (comme proposé par le Parlement européen).

Nous appelons les négociateurs à maintenir leur ambition sur le large champ d'application des produits visés par l'interdiction des pratiques anti-réparation, comme dans la version du Parlement de l'article 9.a (nouveau) :

« 6. Les États membres interdisent les pratiques qui empêchent les consommateurs d'exercer leur droit à la réparation, y compris, mais sans s'y limiter :

(...) (b) interdire toute technique contractuelle, matérielle ou logicielle qui pourrait empêcher ou limiter la réparation et interdire le refus de réparer un bien préalablement réparé par un réparateur indépendant, un réparateur non professionnel ou un utilisateur final.

2) Accès large et abordable aux informations de réparation et à toutes les pièces de rechange

Un accès large et abordable aux pièces de rechange est essentiel pour garantir des options de réparation aux consommateurs et pour permettre le développement d'une économie européenne de la réparation. Nous appelons donc les négociateurs à conserver la version du Parlement de l'Art 5.3 :

« Les producteurs veillent à ce que les réparateurs, reconditionneurs, reconditionneurs indépendants et les utilisateurs finaux aient accès à toutes les pièces de rechange et à toutes les informations et outils liés à la réparation, y compris les outils de diagnostic, à un coût raisonnable et non discriminatoire pendant une période correspondant au moins à la durée de vie prévue du produit.

3) Transparence sur les prix des pièces détachées d'origine

Pour accroître la transparence et garantir le respect de prix raisonnables pour les pièces de rechange, il est essentiel que les fabricants publient des prix contraignants pour les pièces sur leurs sites Internet, comme le propose la version du Parlement de l'article 5.3 bis (nouveau) :

« 3 heures du matin. Les producteurs mettent à disposition sur leurs sites Internet toutes les informations relatives à la réparation, telles que les prix des réparations et les prix des pièces de rechange pour les biens énumérés à l'annexe II.

4) Soutenir l'utilisation de pièces compatibles et interdire les techniques anti-réparation édictées par les fabricants

Pour offrir des options de réparation abordables aux consommateurs, il est essentiel de permettre l'utilisation de consommables, de pièces de rechange et d'accessoires compatibles qui ne sont pas nécessairement fournis uniquement par le fabricant d'origine.

Pour que cela soit efficace, il est également essentiel d'interdire toute technique matérielle ou logicielle par laquelle les fabricants limitent ou rendent impossible la réparation ou la remise à neuf indépendante d'un produit, ou limitent la fonctionnalité du produit après réparation en dehors de leurs réseaux autorisés ;

Nous exhortons donc les négociateurs à adopter la version du Parlement de l'article 5.3 b (nouveau) : « 3b. Les producteurs ne doivent pas entraver la réparation par aucune technique contractuelle, matérielle ou logicielle. Les producteurs ne doivent pas empêcher l'utilisation de pièces de rechange d'origine ou d'occasion, de pièces de rechange compatibles et de pièces de rechange issues de l'impression 3D, par des réparateurs indépendants lorsque ces pièces de rechange sont conformes aux exigences du droit national ou de l'Union.

5) Donner aux États membres les moyens d'introduire des fonds et des bons de réparation

Le coût élevé des réparations reste un obstacle majeur entre un produit théoriquement réparable et réellement réparé. Le système actuel encourage implicitement le remplacement des produits plutôt que la réparation, en ne prenant pas en compte toutes les externalités associées à l'économie du jetable. Des incitations financières pour les réparations peuvent contribuer à atténuer cet obstacle. Les réussites de l'Autriche, de l'Allemagne et de la France montrent comment ces programmes responsabilisent et soutiennent les consommateurs, dynamisent l'économie circulaire locale et permettent d'économiser d'énormes quantités d'émissions et de ressources.

Nous soutenons donc la référence du Parlement aux régimes de l'article 9 bis (nouveau) :

« 2. Les mesures visées au paragraphe 1 peuvent, par exemple, prendre la forme de bons de réparation, de fonds nationaux de réparation ou d'autres actions et incitations.

6) Priorité à la réparation dans le cadre de la garantie légale

Pour résoudre les cas de non-conformité des produits pendant le cadre de la garantie légale, la priorité doit être donnée à la réparation plutôt qu'au remplacement. Nous soutenons donc la proposition de la Commission européenne :

À l'article 13, paragraphe 2, de la directive (UE) 2019/771, la phrase suivante est ajoutée :

« Par dérogation à la première phrase du présent alinéa, lorsque les frais de remplacement sont égaux ou supérieurs aux frais de réparation, le vendeur doit réparer le bien afin de le remettre en conformité.

Cristina Ganapini, Coordinatrice de Right to Repair Europe